

GAIA-X : un board vraiment représentatif ?

Mise à jour du 10 juin 2021 à 11 h 49 : la fondation Eclipse s'était portée candidate. Et non la Fondation Apache, comme nous l'indiquions initialement.

Où sont les PME ? les représentants de l'*open source* ? les industriels européens du cloud ? Pas au board de GAIA-X, [renouvelé](#) ce 7 juin.

Les membres fondateurs de l'association restent majoritaires, mais la gouvernance s'est diversifiée. Surtout, elle s'est « européenne ». Avec, en plus du couple franco-allemand, des organisations de droit belge, espagnol, finlandais, italien et néerlandais.

Six des vingt-quatre sièges ont échu à des représentants de groupes français :

- Frédéric Ethève (directeur des opérations d'OVHcloud)
- Aude Gauthier-Moreau (sous-directrice des opérations IT de BNP Paribas CIB Core Banking)
- Martine Gouriet (directrice des usages numériques d'EDF)
- Vincent Guesdon (directeur de la stratégie pour les activités cloud d'Orange Business Services)
- Catherine Jestin (DSI d'Airbus)
- Philippe Mareine (secrétaire général d'Atos)

L'Allemagne a quant à elle huit représentants, en les personnes de :

- Maximilian Ahrens (Deutsche Telekom)
- Fabian Biegel (SAP)
- Susanne Dehmel (association Bitkom)
- Kai Demtröder (BMW)
- Thomas Hahn (Siemens)
- Michael Jochen (Bosch)
- Boris Otto (Fraunhofer)
- Harald Summa (DE-CIX)

La filière *open source* n'est pas directement représentée. En dépit, entre autres, d'une candidature émanant de la Fondation Eclipse. Du côté des PME, Scaleway avait un siège, occupé par son DG Yann Lechelle... et perdu à l'occasion de ce renouvellement*.

Pour ce qui est des industriels européens du cloud, il y a OVHcloud, pourrait-on penser. Sauf que l'entreprise fonde son infrastructure sur des technologies qu'on peut qualifier d'américaines. VMware en fait partie, comme Kubernetes et OpenStack, bien qu'il s'agisse de projets ouverts.



Jean-Paul Smets

@smetsjp

En réponse à @pchapuis

OpenStack

- * créé par Rackspace 🇺🇸
- * fondation 🇺🇸
- * restrictions d'exportation selon loi 🇺🇸
- * financements en majorité 🇺🇸 et 🇨🇳
- * répartition contributeurs => à calculer

Il y a plus 🇪🇺 comme technologie de cloud [afs.one](#)

SecNumCloud : un risque d'exclusion ?

Cet enjeu de **distinction entre « industriel » et « opérateur »** n'est pas nouveau. Il est cependant devenu plus prégnant récemment, avec l'[annonce](#) de la stratégie cloud du Gouvernement.

Parmi les voix qui s'étaient élevées dans ce sens, [celle](#) du Fonds de dotation du libre. Celui-ci pointait une dissonance dans l'approche de l'État français. Il regrettait en l'occurrence qu'à travers Orange, OVHcloud et Capgemini, des technologies américaines sous licence – celles de Google et de Microsoft – soient mises en avant. Et surtout **dites « de confiance », même à défaut de la certification SecNumCloud**, pilier de ladite stratégie. Tandis qu'en parallèle, **des solutions européennes et/ou open source n'étaient pas explicitement présentées comme telles**.

Le Fonds de dotation du libre soulignait aussi les **délais d'obtention de SecNumCloud** – d'expérience, environ 12 mois en IaaS et 24 mois en PaaS, affirmait-il. Non sans déplorer un **risque d'exclusion des marchés publics** pour une grande partie des acteurs français, les administrations françaises étant censées mettre, sous 12 mois (sans plus de précisions), leurs projets dans des clouds « de confiance » disposant de cette labellisation.

Jean-Paul Smets, dont nous avons repris un tweet plus haut, était de la [première plénière](#) du French GAIA-X Hub, organisée en début d'année. Sous sa casquette de fondateur de Nexedi (qu'on connaît notamment pour le service Rapid.Space), il avait évoqué le rôle potentiel de l'*open source* dans l'infrastructure européenne de données. Il se montre aujourd'hui plus amer, allant jusqu'à parler de « **GAFAM-X** ». Et en appelle, eu égard au « cloud de confiance », à la précaution : à moins que les logiciels soient vraiment ouverts, raisonner comme le Conseil constitutionnel pour [Huawei et la 5G](#).

* 3DS Outscale, Amadeus, DOCAPOSTE, l'Institut Mines-Télécom et Safran avaient eux aussi un siège au board initial.

Illustration principale © United States Geological Survey